

RICA : résultats économiques des exploitations en 2024

Deuxième année de baisse pour les résultats économiques agricoles en Hauts-de-France

Pour la deuxième année consécutive, les résultats économiques des exploitations agricoles des Hauts-de-France se replient en 2024, après plusieurs années particulièrement favorables. Cette nouvelle baisse en 2024 s'explique par l'effet combiné de rendements dégradés en grandes cultures et d'un recul des prix de certaines productions végétales. Les exploitations spécialisées en céréales et oléoprotéagineux apparaissent les plus affectées, tandis que les systèmes de polyculture-polyélevage présentent une moindre dégradation de leurs résultats. Malgré ce repli, les niveaux d'excédent brut par exploitation (EBE) et de revenu courant avant impôts (RCAI) par équivalent temps plein (ETP) non salarié demeurent supérieurs à la moyenne nationale et s'établissent respectivement à 78 500 € et 38 900 €. La spécialisation productive de l'agriculture régionale, fortement orientée vers les grandes cultures et les cultures industrielles, accentue toutefois la sensibilité des résultats économiques aux aléas climatiques et aux fluctuations de marché.

Des résultats économiques de nouveau en baisse

En 2024, et pour la deuxième année, la production moyenne de l'exercice des exploitations des Hauts-de-France est en baisse de 6,0 % sur un an (méthodologie) à 352 200 € (tableau 1). Cette diminution s'explique par le cumul de deux facteurs : des conditions climatiques marquées par des températures douces et une forte humidité, qui ont pénalisé les rendements en grandes cultures, et un recul des prix des principales productions végétales.

Après deux années de hausse, le total des charges se stabilise à un niveau très élevé, nettement supérieur à la moyenne observée sur la période 2014-2021.

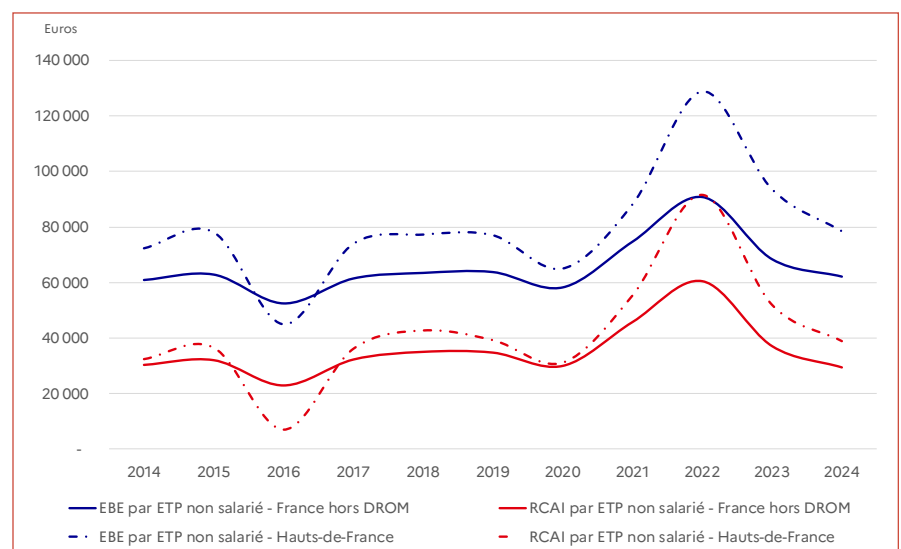
Au final, l'EBE moyen des exploitations agricoles des Hauts-de-France, toutes orientations technico-économiques confondues, se replie de 11,4 % (- 13,2 % en euros constants) par rapport à l'année dernière et s'établit ainsi à 78 507 €

par ETP non salarié. Dans le même temps, le RCAI par ETP non salarié recule également pour atteindre 38 872 €, soit une baisse de 22,1 % (- 23,7 % en euros constants). Malgré ces replis, l'EBE et le RCAI par ETP demeurent supérieurs aux moyennes

2017-2020 qui représentent des années proches de la moyenne décennale (respectivement 73 351 € et 37 302 €), après trois années particulièrement favorables (graphique 1).

Graphique 1

EBE par ETP et RCAI par ETP au niveau national et régional, toutes OTEX confondues (champ complet, euros constants)



Source : Agreste - RICA 2014 à 2024

Tableau 1
Principales charges et résultats économiques des exploitations agricoles en 2024

Valeurs moyennes par exploitation à champ complet (K€) Évolution à champ constant (%)	Haut-de-France			France (hors DROM)		
	2024	Évolution 24/23 en € courants	Évolution 24/23 en € constants	2024	Évolution 24/23 en € courants	Évolution 24/23 en € constants
Produits						
Total produits	413,4		-4,9	318,7		-5,7
Production de l'exercice	352,2	-6,0	-7,9	264,7	-4,9	-7,9
Subventions d'exploitation	30,1	3,9	1,8	34,9	-1,4	-3,4
Charges						
Total charges	348,3	0,1	-1,9	269,6	-1,2	-3,2
Consommations intermédiaires dont :	218,5	-4,3	-6,3	168,0	-4,3	-6,2
Engrais et amendements	31,2	-35,5	-36,8	16,7	-30,1	-31,6
Semences et plants	25,9	17,9	15,5	11,8	8,7	6,5
Produits phytosanitaires	29,0	14,0	11,7	12,7	4,5	2,4
Aliments du bétail	33,2	-10,3	-12,2	35,7	-7,2	-9,1
Carburants stockés	12,6	-8,4	-10,3	8,7	-7,8	-9,6
Énergie stockée	13,0	-7,8	-9,7	9,9	-5,5	-7,4
Autres charges d'exploitation dont :	191,5	5,0	2,8	161,4	3,0	0,8
Travaux pour cultures et élevages	24,1	1,4	-0,7	20,1	4,4	2,3
Entretien du matériel et des bâtiments	17,8	8,5	6,3	13,7	0,9	-1,2
Fermages	26,5	1,8	-0,3	17,4	1,3	-0,8
Assurances	13,3	5,5	3,3	11,2	5,6	3,5
Impôts et taxes	4,2	11,0	8,7	2,4	-0,5	-2,6
Charges de personnel	18,3	10,3	8,1	19,4	2,8	0,7
Dotations aux amortissements	50,6	2,8	0,7	41,6	4,0	1,8
Charges financières	6,4	38,7	35,8	5,1	27,9	25,3
Charges exceptionnelles	10,4	62,9	59,6	4,6	5,1	2,9
Résultats économiques						
Résultat de l'exercice	65,1	-16,5	-18,2	49,1	-15,6	-17,3
Excédent brut d'exploitation (EBE)	105,7	-12,0	-13,8	85,3	-7,7	-9,6
Résultat courant avant impôts (RCAI)	52,3	-22,7	-24,3	40,4	-18,6	-20,3
EBE par ETP non salarié	78,5	-11,4	-13,2	62,2	-7,5	-9,4
RCAI par ETP non salarié	38,9	-22,1	-23,7	29,4	-18,5	-20,1

Source : Agreste - RICA 2023 et 2024

Des disparités dans les résultats économiques des exploitations régionales

Les résultats moyens des exploitations masquent d'importantes disparités de situations. En 2024, toutes orientations confondues, la moitié des exploitations des Hauts-de-France enregistre un EBE par ETP non salarié inférieur à 53 289 € (médiane – *graphique 2*). Pour un quart des exploitations, ce ratio est même inférieur à 21 298 € (1er quartile). A l'inverse, en haut de la distribution, pour un autre quart, celui-ci est supérieur à 100 783 € (3e quartile). Les disparités de résultats entre exploitations s'observent au sein de chaque filière productive, avec des niveaux de dispersion variables selon les spécialisations. C'est au sein des fermes spécialisées en « autres grandes cultures » que l'hétérogénéité des EBE est la plus marquée (*graphique 2*).

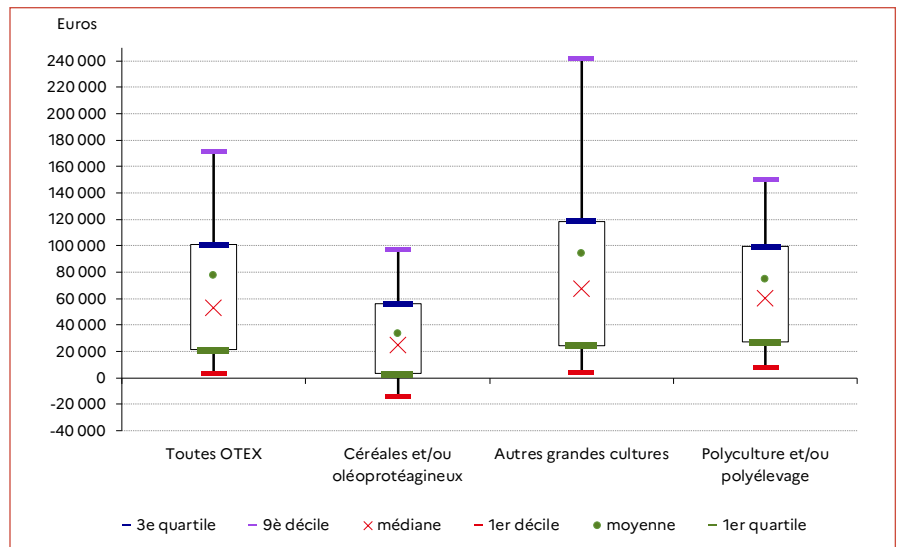
La filière des céréales et oléoprotéagineux plus fortement affectée par la dégradation des résultats économiques

En 2024, les exploitations spécialisées en céréales et oléoprotéagineux (COP) en Hauts-de-France enregistrent une chute drastique de leur EBE par ETP non salarié, de 35,2 % (- 36,5 % en euros constants), le plaçant à 33 568 € en moyenne. Près d'un quart de ces exploitations affichent un EBE négatif.

Cette dégradation s'explique par trois facteurs majeurs. D'une part la part de la sole dédiée aux céréales et oléo-protéagineux diminue de 4 % dans la région (source : Agreste - SAA). Bien que la filière reste majoritaire (près de 1,2 million d'hectares), cette réduction pèse sur les volumes potentiels. Les conditions climatiques défavorables en 2024 ont par ailleurs fortement dégradé les rendements et réduit la production. Enfin le contexte de marché a accentué ces difficultés : les grains originaires de la mer Noire se révèlent plus compétitifs et le prix du blé fait preuve d'une forte volatilité. Il clôt l'année sur une valeur moyenne de 220 € la tonne, soit 11 % de moins qu'en 2023.

Graphique 2

Distribution du ratio EBE/ETP non salarié en 2024



Source : Agreste - RICA 2024

Note de lecture : le 1er quartile désigne le niveau d'EBE par ETP en dessous duquel se situent 25 % des exploitations. Ainsi en 2024, un quart des exploitations spécialisées dans les autres grandes cultures ont un EBE/ETP non salarié inférieur à 24 664 €. A l'inverse, toujours en 2024 et pour l'OTEX autres grandes cultures, un quart des exploitations (c'est à dire le 3e quartile) ont un EBE/ETP non salarié supérieur à 118 486 €.

L'impact sur le RCAI est encore plus prononcé, avec une baisse de 60,9 % (61,7 % en euros constants), le ramenant à 10 206 € par ETP non salarié en 2024.

Les cultures industrielles : une résistance relative grâce à la diversification

À la différence des exploitations entièrement dédiées aux COP, celles de la filière « autres grandes cultures » associent COP, betteraves sucrières, pommes de terre et autres cultures industrielles. Après deux années en retrait, les surfaces et les volumes des cultures industrielles retrouvent en 2024 des niveaux proches de ceux observés en 2021. Les prix se maintiennent à des niveaux favorables : la production sucrière européenne conserve un bon niveau de valorisation et la pomme de terre enregistre un prix moyen en hausse de 4 % par rapport à la campagne précédente. Toutefois, ces bonnes performances sectorielles ne suffisent pas à enrayer la baisse globale des résultats économiques de la filière en lien avec la présence de COP. Les charges augmentent encore (+ 4,5 %), limitant l'amélioration potentielle des marges. Ainsi, l'EBE par ETP non salarié diminue de

14,1 % (- 15,9 % en euros constants) et s'établit à 95 023 €, un niveau qui reste toutefois supérieur à la moyenne décennale. Le RCAI recule plus nettement (- 24,7 % et - 26,2 en euros constants) pour atteindre 50 887 €, légèrement en dessous de la moyenne décennale mais encore supérieur à celle de la période 2017-2020.

Un recul plus limité des résultats en polyculture-polyélevage

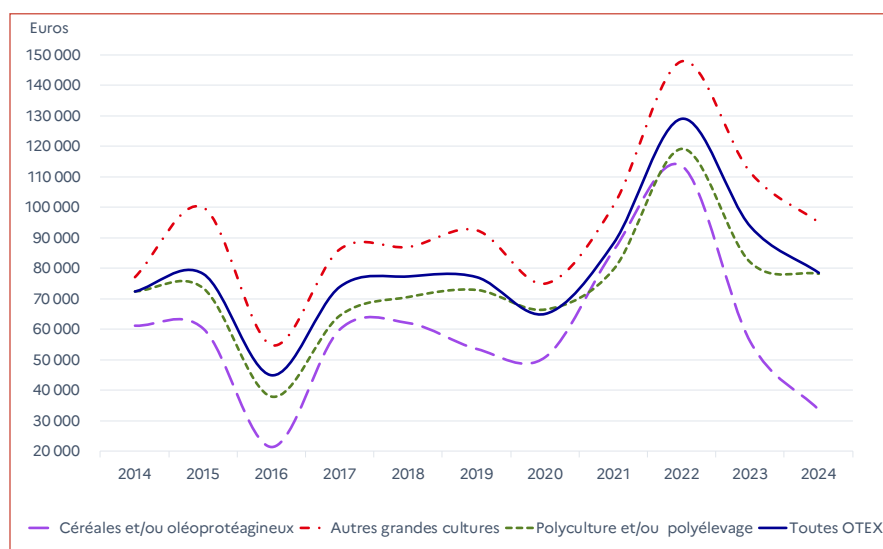
Les exploitations de polyculture polyélevage enregistrent une diminution plus modérée de leur EBE par ETP non salarié, avec un repli de 1 % (- 3 % en euros constants). Le RCAI baisse en revanche plus nettement, de 20,3 % (- 21,9 % en euros constants), pour s'établir à 29 956 €. Il passe ainsi sous la moyenne décennale. La réduction des charges demeure limitée dans ces systèmes (- 3,9 % en euros courants), nettement moins marquée que celle observée pour les exploitations COP (*graphique 3*).

Des résultats économiques supérieurs au niveau national malgré un recul plus marqué

La dégradation des indicateurs économiques observée en Hauts-de-France s'inscrit dans une tendance nationale, mais elle y est plus marquée. Si les niveaux d'EBE et de RCAI par ETP non salarié restent supérieurs à la moyenne française, leurs évolutions sont plus défavorables : l'EBE recule de 11,4 % contre 7,5 % au niveau national (- 13,2 % contre - 9,4 % en euros constants), et le RCAI diminue de 22,1 % contre 18,5 % au niveau national (- 23,7 % contre - 20,1 % en euros constants). Plusieurs facteurs permettent d'expliquer cette plus forte diminution. La structure de production des exploitations régionales, plus spécialisée en COP et en cultures industrielles, rend les résultats plus sensibles aux variations de rendements et de prix. Par ailleurs, malgré une baisse plus importante des charges d'approvisionnement (- 9,3 % contre - 8,6 %) le niveau reste nettement plus élevé en moyenne par exploitation en Hauts-de-France (139 944 € contre 98 488 €). Les consommations intermédiaires (218 468 €

Graphique 3

EBE par ETP non salarié des différentes OTEX (champ complet, euros constants)



Source : Agreste - RICA 2014 à 2024

contre 167 953 €) et les dépenses à l'hectare (3 069 € contre 2 647 €) restent nettement supérieures à la moyenne nationale, limitant l'ajustement des marges. Enfin, la structure financière se dégrade davantage en Hauts-de-France. D'une part, le poids et le taux de l'endettement progressent plus fortement qu'au niveau national (tableau 2). D'autre

part, l'indépendance financière recule également dans la région. Dans ce contexte, la baisse de l'EBE se répercute plus fortement sur le RCAI, qui intègre des charges de structure et des amortissements moins ajustables à court terme.

Tableau 2

Comparaison des ratios économiques des exploitations nationales et régionales

Ratios	Haut-de-France		France (hors DROM)	
	2024	Évolution 2024/2023	2024	Évolution 2024/2023
Production de l'exercice par hectare	3,3	-7,5	2,7	-6,2
Production de l'exercice par ETP	177,5	-7,0	128,0	-4,5
Charges à l'hectare	3,1	-3,2	2,6	-3,1
Valeur ajoutée par ETP	61,0	-11,1	41,6	-6,8
Poids de l'endettement (%)	46,0	20,8	46,4	13,4
Taux d'endettement (%)	44,3	3,2	42,2	0,3
Indépendance financière (%)	65,4	-1,5	67,1	0,1

Source : Agreste - RICA 2024

Note de lecture : les résultats 2024 sont des moyennes par exploitation, calculées sur échantillon 2024 complet. Les évolutions sont calculées sur des échantillons d'exploitations 23-24 constants.

Méthodologie

Le réseau d'information comptable agricole (RICA) est une enquête annuelle, harmonisée au niveau de l'Union Européenne. Elle collecte des données comptables et technico-économiques détaillées d'un échantillon représentatif d'exploitations dont la production brute standard est supérieure à 25 000 €.

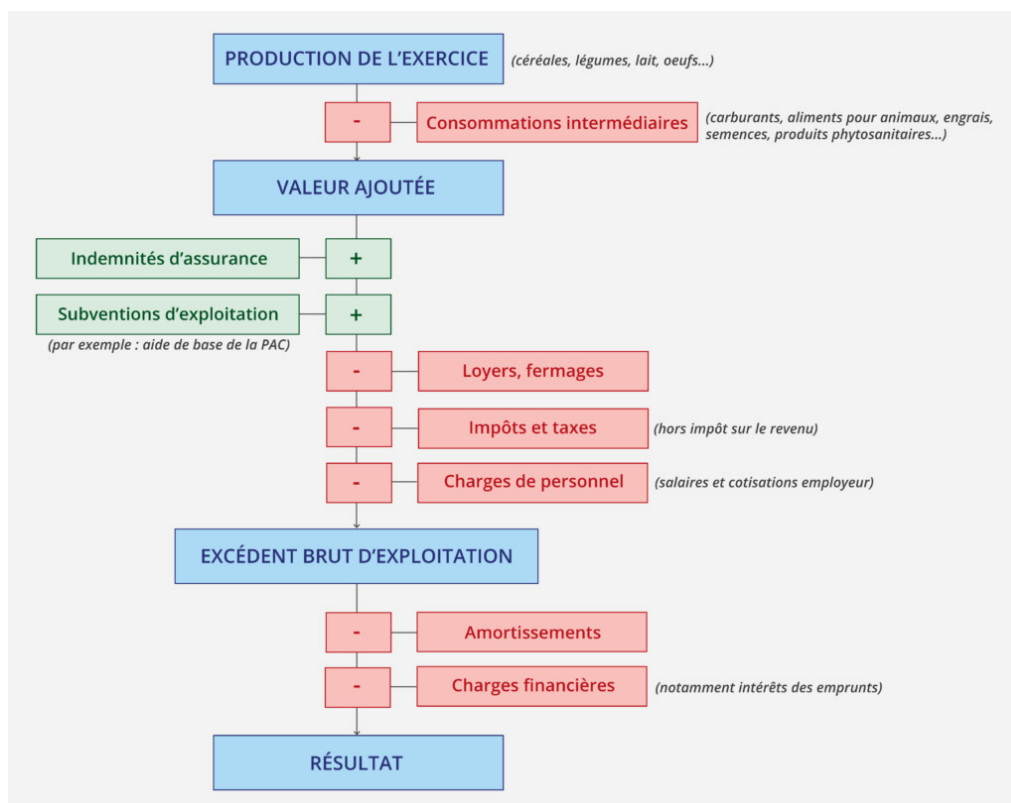
En France le RICA représente 99 % de la production standard et 95 % des surfaces agricoles. Pour une présentation générale sur le RICA et les définitions des différents concepts, on peut se reporter à la rubrique dédiée sur le site agreste : <https://agreste.agriculture.gouv.fr/agreste-web/methodon/S-RICA/methodon/>

Les résultats 2024 présentés reposent sur un échantillon de 514 entreprises, pondérées pour représenter les quelques 20 000 exploitations agricoles du champ couvert par le RICA en Hauts-de-France. Au niveau national, l'échantillon de 6 974 entreprises représente environ 285 000 exploitations.

Les évolutions 2023-2024 sont, sauf mention contraire, calculées sur échantillon constant, c'est-à-dire à partir des exploitations présentes à la fois dans l'échantillon du RICA de 2023 et dans celui de 2024. Les résultats sont repondérés pour représenter le champ couvert par le RICA. Ces évolutions sont exprimées en euros courants pour la plupart des variables et en euros constants également (c'est-à-dire corrigé de l'inflation) pour l'EBE et le RCAI. Lorsque les indicateurs sont présentés sous forme de série longue, les valeurs sont calculées à champ complet pour chaque année et exprimées en euros constants.

Dans le cadre du RICA l'année de référence pour la correction de l'inflation correspond à l'année étudiée. Pour ce faire, les données ont été valorisées en euros de 2024 à l'aide de l'indice de prix du produit intérieur brut (source INSEE). Les données de cette publication ne peuvent donc pas être comparées avec celles des publications des années précédentes.

Schéma de construction des indicateurs de résultats :



www.agreste.agriculture.gouv.fr

Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture
et de la Forêt Hauts-de-France
Service régional de l'information statistique et
économique
53 rue de la Vallée
80000 Amiens
Courriel : srise.draaf-hauts-de-france@agriculture.gouv.fr

Directeur régional : Paul MENNECIER
Directrice de la publication : Émilie HENNEBOIS
Rédacteur : Hélène RUCHOT
Composition : Virginie PELLÉ
Dépôt légal : à parution
ISSN : 1777 - 7259
© Agreste 2026